

PRÉSENTATION

LA GRANDE ILLUSION DES « RÉVOLUTIONS » ARABES

Eric Denécé

*« Il est possible tromper une partie du peuple tout le temps
ou tout le peuple une partie du temps, mais il est impossible
de tromper tout le peuple tout le temps ».*

Abraham Lincoln

Depuis le milieu de l'hiver 2011, en Afrique du Nord puis au Proche et Moyen-Orient, des mouvements de contestation populaire ont pris forme, incarnant les aspirations démocratiques et le ras-le-bol des citoyens à l'égard des régimes tyranniques, corrompus et népotiques qui les gouvernaient. Ils sont parvenus à provoquer leur chute, mettant fin à des situations qui n'étaient plus acceptables au XXI^e siècle.

Telle apparaît la merveilleuse épopée du « printemps » arabe et de ses « révolutions » aux yeux de la majorité de l'opinion publique internationale. Toutefois, derrière ce conte au dénouement heureux, avec ses héros et ses martyrs, se cache une réalité bien différente, que seuls quelques uns ont perçu - parfois assez tôt – et ont eu le courage de dénoncer.

En effet, l'histoire du « printemps » arabe relève d'un *storytelling* remarquable. Sa trame, comme le choix et la mise en valeur des principaux acteurs, sont dignes des meilleurs scénaristes et réalisateurs d'Hollywood. Les talentueux instigateurs de ces événements ont servi aux populations locales, comme aux observateurs étrangers, un *show* monumental qui les a tenus en haleine pendant de longs mois, dans lequel les rebondissements semblaient être le fait de la Providence et dont l'issue est apparemment heureuse... tout au moins jusqu'à aujourd'hui.

Tout cela n'est en réalité, qu'un montage, conçu par quelques machiavéliques *Spin Doctors*. Et la majorité des figurants ont participé à leur insu à cette mise en scène sans même s'apercevoir qu'ils étaient les premiers manipulés : le « public cible » de cette farce était aussi bien dans la rue que devant les écrans de télévision. Cette opération a réussi au-delà des espérances de ses concepteurs : les manifestants, crédules, sont convaincus d'avoir été les auteurs des faits et les maîtres de leur destin, alors même que celui-ci a été décidé par d'autres. L'illusion est donc totale.

Plus de dix-huit mois après que se soit levé le vent de révolte qui a balayé le monde arabo-musulman, il est possible de discerner plus distinctement le fil des événements, les acteurs, scénaristes, réalisateurs et producteurs de cette fiction à laquelle beaucoup ont cru, et beaucoup croient encore.

L'analyse approfondie des événements permet de dégager quatre éléments qui rendent possible la compréhension de la réalité du phénomène derrière la vision fabriquée qui nous en a été donnée :

- l'existence d'un malaise sociétal réel mais instrumentalisé,
- des révolutions pilotées et mises en scènes par l'étranger afin de promouvoir des intérêts nationaux,
- la mise en œuvre de techniques éprouvées de manipulation des foules et de déstabilisation des régimes,
- des conséquences néfastes dont les effets commencent à apparaître.

En fait, ces événements sont de véritables révolutions de dupes ou, mieux encore, selon les mots de Mezri Haddad, « une imposture ». Mieux vaut alors se limiter à parler de « printemps » arabe plutôt que de « révolutions », ce qui n'enlève rien aux frustrations fondées des populations et à l'énergie de la contestation.

Un malaise sociétal réel mais instrumentalisé

Comme dans toute bonne intoxication, il existe un fait de départ réel, indéniable, sur lequel va se fonder le « montage » : celui de l'insatisfaction profonde des populations face à la lenteur des évolutions démocratiques des régimes autoritaires, corrompus et clientélistes, leur aspiration à plus de liberté et leurs frustrations face aux difficultés économiques. Toutefois, ce phénomène ne date pas de 2011.

Au cours des deux dernières décennies, des contestations populaires ou étudiantes ont régulièrement éclaté dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, mais elles ont été chaque fois réprimées par l'armée et la police ; et les médias internationaux n'en parlaient quasiment jamais.

La Tunisie était régulièrement agitée de mouvements protestataires depuis plusieurs années : « Des révoltes ont eu lieu dans les régions paupérisées du bassin minier de Gafsa, dans le centre-ouest, dès 2008 ; à Ben Guerdane, dans le sud-est, en 2009 ; dans la région agricole de Sidi Bouzid en décembre 2010 ; ainsi qu'à Kasserine dans le centre-ouest du pays¹ ». Ces mouvements, d'une ampleur et d'une durée inédites, étaient sans précédent sous le régime autoritaire de Ben Ali. Ils avaient pour moteur la dénonciation de la corruption et du chômage. Rappelons que, depuis plusieurs années, c'était la funeste Leila Trabelsi qui dirigeait le pays. Ben Ali, malade d'un cancer, n'exerçait plus guère le pouvoir et n'avait préparé aucun successeur. La rapacité de la famille Trabelsi était sans limite et devenait insupportable aussi bien pour les élites politiques² et économiques du pays - nombre d'entrepreneurs devaient « céder » des parts entières de leur *business* pour ne pas être inquiétés - que pour le peuple, confronté à des difficultés économiques croissantes. Cependant, les actions de contestation étaient peu structurées, en décalage avec les partis d'opposition et la centrale syndicale³, laquelle restait proche du pouvoir⁴. Toutefois, si le pays

1. Amin Allal, « Enjeux politiques en Tunisie. Des protestations de 2008 à la fuite de Ben Ali », *Revue Moyen-Orient*, n°10, « Révolutions. Le réveil du monde arabe », avril-juin 2011, p. 27.

2. Rappelons que l'imminence d'un coup d'État militaire était évoquée depuis début 2010.

3. Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

4. A. Allal, *op. cit.*

traversait des difficultés économiques, il était loin de connaître une situation aussi catastrophique que celle que les médias ont parfois décrite : il disposait de l'une des meilleures situations socio-économiques d'Afrique du Nord.

En Égypte, les problèmes économiques et sociaux étaient bien plus critiques qu'en Tunisie. Au cours des années 1990 et 2000, les ajustements macroéconomiques ont provoqué de multiples grèves et manifestations, mais celles-ci ont été peu médiatisées hors du pays¹. En particulier, lors de la relance des privatisations en 2004, l'Égypte a connu un épisode contestataire marqué qui a pris la forme d'un véritable mouvement social. Les revendications les plus fréquentes concernaient la corruption de la famille Moubarak et son appropriation des richesses nationales. Puis le pays a assisté, en 2008, à une première convergence entre ouvriers et jeunes générations éduquées dans les usines textiles de Mahala el-Kobra - dans le delta du Nil -, donnant naissance à deux syndicats indépendants rassemblant 70 000 affiliés². Une nouvelle fois, cette vague de protestation ne sut pas s'organiser efficacement et fut durement réprimée³.

Ainsi, avant 2011, dans les deux pays, « *les mobilisations restaient locales, sectorielles, éclatées et le pouvoir répondait en utilisant la répression ou en faisant quelques concessions, obtenant un épuisement dans le temps de ces mouvements disparates*⁴ ».

Les événements de l'hiver et du printemps 2011 s'inscrivent dans la continuité de ces troubles, mais la nouveauté est la surprenante capacité de coordination qu'ont manifesté les mouvements de contestation, regroupant de nombreuses classes de la population qui n'avaient jamais auparavant agi de concert, voire jamais protesté. Les manifestations de 2011 ont mobilisé des masses incomparablement supérieures aux années précédentes et ont été remarquablement organisées.

Ce qui a également changé en 2011, c'est que, pour la première fois, en Tunisie comme en Égypte, l'armée s'est désolidarisée de la police et s'est refusée à réprimer les soulèvements. Dès lors la montée en puissance des mouvements populaires a pu s'opérer, attirant l'attention de la presse internationale.

-
1. Philippe Droz-Vincent, « Regard sur les sociétés civiles dans le monde arabe », *Revue Moyen-Orient*, n°10, « Révolutions. Le réveil du monde arabe », avril-juin 2011, p. 8.
 2. Narrimane Benakcha, « Les révoltes arabes : convergences et hétérogénéités », *Revue Moyen-Orient*, n°10, « Révolutions. Le réveil du monde arabe », avril-juin 2011, p. 54.
 3. Ph. Droz-Vincent, *op. cit.*
 4. *Ibid.*

Il est important de noter, que dans ces deux pays, dans la semaine précédant les événements, les plus hauts représentants des armées se sont rendus à Washington pour obtenir le feu vert des États-Unis en vue du renversement des dirigeants en place. En effet, dans les deux pays, les militaires ne supportaient plus la prédation des clans au pouvoir. Elle pesait sur l'ensemble de l'économie, en Tunisie, avec la famille Trabelsi ; et en Égypte, le clan Moubarak détournait à des fins personnelles une part grandissante de l'aide américaine destinée au budget de la défense. Les dirigeants militaires ont alors décidé d'agir. Mais, comme le Pentagone assure l'essentiel du financement de ces deux armées, ils ne pouvaient entreprendre cette action sans le feu vert de la première puissance mondiale. Ainsi, ces « révolutions » arabes, se révèlent n'être en réalité que des coups d'État militaires discrets, dissimulés derrière une révolte populaire largement canalisée.

En Égypte, l'armée a parfaitement encadré le mouvement. Tous les événements sont restés concentrés sur et autour de la place Tahir, sous les yeux des caméras du monde entier. Aucun véritable débordement n'a été constaté. Dans ce pays où existent un fort courant islamiste et un net sentiment anti-israélien, le fait qu'aucun slogan contre l'État hébreu ne soit apparu pendant les manifestations de la place Tahir est bien l'indice qu'il s'agit d'une « révolution » sérieusement encadrée. Un mouvement véritablement spontané n'aurait pas manqué de dénoncer les accords de Camp David et de se précipiter afin d'« ouvrir » la frontière de Gaza.

A noter que là où l'armée est restée fidèle au régime, la « révolution » pacifique a été vouée à l'échec. Ce fut le cas au Bahreïn - où la monarchie a fait appel aux militaires qui ont ouvert le feu sur les manifestants¹ -, au Yémen et en Syrie. Ce fut également le cas en Libye, où le mouvement s'est très vite transformé en rébellion armée.

A la différence de la situation tunisienne et égyptienne, il n'y avait aucun problème socio-économique en *Libye* : l'économie était plutôt dynamique et la population bénéficiait d'une redistribution – certes inégalitaire mais réelle – d'une partie des recettes pétrolières. Le pays accueillait d'ailleurs plus de 3,5 millions de travailleurs étrangers pour contribuer à son développement. Certes, nul ne nie la nature hautement critiquable de la dictature imposée, depuis 1969, par Muammar Kadhafi à ses concitoyens. Face à une telle situation, rien n'est plus légitime que l'aspiration à plus de liberté et de démocratie. Pourtant, le ferment de la révolte est ailleurs : les tribus de l'Est du pays, en Cyrénaïque, ont toujours été réfractaires au pouvoir de Tripoli

1. Et, quand cela n'a plus suffi, à l'armée saoudienne.

depuis 40 ans et des révoltes – ou des tentatives de coup d’État - ont régulièrement eu lieu contre Kadhafi. Ainsi, l’étude des faits conduit à affirmer que les causes de la « révolution » libyenne ne sont pas plus la volonté d’instaurer la démocratie que de résoudre des difficultés économiques, inexistantes. Il s’agit d’un soulèvement armé de la partie orientale du pays, dans un esprit de revanche et de dissidence. Certes, en 2011, le soulèvement des tribus de l’Est s’est effectué conjointement avec l’action des Libyens de la diaspora - membres de la dynamique démocratique soutenue par Washington et les ONG dites « des droits de l’Homme » -, dans le contexte du printemps arabe - dont elle ne relève cependant pas -, ce qui a considérablement facilité le soutien international aux insurgés.

En *Syrie*, l’insurrection est loin d’avoir été générale. Si une partie des élites du pays, souvent laïques et gagnées aux idées et démocratiques, s’opposait depuis longtemps au gouvernement, elle ne demandait pas une révolution mais des réformes. Surtout, elle rejetait totalement l’évolution chaotique des autres « printemps » arabes sous l’influence des courants islamistes radicaux et d’acteurs étrangers. Les minorités, particulièrement nombreuses en Syrie, craignaient l’arrivée au pouvoir des islamistes et restaient fidèles au régime¹, comme la bourgeoisie sunnite des grandes villes et l’armée. Si le régime de Bachar al-Assad ne répondait pas aux normes des démocraties occidentales, il était loin d’être le dictateur tyrannique décrit par nos médias et s’était même essayé - certes pendant un temps seulement - à une tentative de libéralisation. La « révolution » à laquelle le pays assiste depuis près de 18 mois puise bien davantage ses racines dans l’action orchestrée, depuis l’étranger, par les Frères musulmans et leur Conseil national syrien (CNS) - qui ne cesse de se discréditer - que dans les initiatives d’une opposition intérieure plus portée à l’action non violente qu’au terrorisme urbain.

Ainsi, l’étude approfondie des événements, de leur déroulement et de leur issue, conduit à dire que, dans aucun de ces pays, il n’est approprié de parler de « révolution ». L’Iran - en 1979 - et l’URSS - en 1991 - ont connu de vraies révolutions. Tout y a changé : les hommes, les institutions, les rapports internes, les relations internationales, etc. Le destin de ces pays en a été bouleversé. Rien de tel dans les événements du « printemps arabe » de 2011.

En Égypte, la nouvelle équipe qui a pris le relais de Moubarak, au printemps 2011, comprenait le chef d’état-major de l’armée ainsi que l’ancien chef des services de renseignement. Il n’y a donc eu aucun renouvellement immédiat de

1. Jusqu’en 2011, en Syrie les différentes communautés vivaient en paix sans qu’il y eut de tension religieuse. Musulmans, alaouites, druzes et chrétiens cohabitaient en bonne intelligence, souvent dans le même quartier.

la classe dirigeante¹. A peine installés aux affaires, cette « nouvelle équipe » - c'est-à-dire le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) - a immédiatement réaffirmé sa volonté de respecter les engagements internationaux pris auparavant, y compris les accords de Camp David auxquels est pourtant hostile une large frange de la population égyptienne. C'est heureux, mais ce n'est donc rien d'autre qu'un changement dans la continuité, le « nouveau régime » donnant immédiatement des garanties à ses « sponsors » internationaux.

Ainsi, ces « révolutions » arabes se résument, pour certains pays, à un renouvellement des classes dirigeantes lesquelles ont, avec l'accord de Washington, organisé des coups d'État « en douceur », profitant d'une vague de contestation populaire qu'elles ont laissé se développer et qu'elles ont intelligemment exploitée. Même si la rue a été en partie à l'origine du mouvement, les insurrections tunisienne et égyptienne ne sont que des pseudo révolutions qui ont été particulièrement bien encadrées. Pour d'autres, il s'agit d'un renversement des régimes en place par la force, avec un soutien massif et déterminant de l'étranger, dans lequel les « autochtones » n'ont joué qu'un rôle secondaire (Libye et Syrie).

Des révolutions impulsées et mises en scène par l'étranger

Nous sommes, comme tous les observateurs, convaincus de la réalité des frustrations populaires, de la réelle aspiration des individus à plus de liberté, de leur exaspération face aux abus du pouvoir et de leur volonté d'y mettre un terme.

Mais si ces facteurs et la neutralité - pleine d'arrière-pensées - de l'armée peuvent expliquer l'éclosion et le succès des mouvements protestataires, l'enchaînement des « révolutions » qui a secoué le monde arabe, leur « spontanéité », leur concomitance et le soutien immédiat et sans faille d'États étrangers posent question. Car le film des événements dans les différents pays offre tous les signes d'une opération planifiée et coordonnée, dans laquelle les influences extérieures semblent déterminantes.

En effet, depuis le milieu des années 2000, observant la répétition des mouvements de contestation, des experts étrangers ont su percevoir les insatisfactions et les attentes des populations. Ils ont compris qu'ils pouvaient les exploiter à leur profit, en manipulant les foules, en leur donnant l'impression qu'elles conduisaient une « révolution », alors que leurs frustrations étaient

1. Jusqu'à la tenue des élections présidentielles qui verront, mi 2012, l'élection du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi.

seulement utilisées et catalysées pour parvenir à d'autres objectifs. Les événements auxquels nous avons assisté étaient ainsi en préparation depuis plusieurs années, bien que leur déclenchement n'ait pas été précisément planifié.

Trois types d'acteurs extérieurs ont joué un rôle majeur dans le démarrage, la conduite et le succès de ces « révolutions » : les États-Unis, les monarchies du Golfe et les Européens. Si les deux premiers ont conduit une véritable stratégie en cette occasion, les derniers n'ont été que des suiveurs, sans toujours discerner qu'ils étaient eux-mêmes utilisés par les premiers.

La stratégie américaine

Depuis la fin de la Guerre froide, les éléments qui fondent la stratégie de Washington en Afrique du Nord et au Proche et Moyen-Orient sont traditionnellement au nombre de quatre : contrôler les ressources pétrolières ; garantir ses débouchés commerciaux dans la région ; assurer la sécurité d'Israël ; et renverser le régime iranien, islamiste, terroriste et proliférant. La « guerre globale contre le terrorisme », décrétée par George W. Bush, en est le cinquième, et le plus récent.

Après les attentats de septembre 2001, constatant, à leur grande surprise la haine qu'une grande partie des populations arabo-musulmanes leur vouaient, les États-Unis ont essayé de comprendre les racines de cette détestation. Parmi les éléments forts qui furent mis en lumière à l'occasion de diverses études réalisées, deux ressortaient particulièrement : le soutien indéfectible à l'État d'Israël ; l'appui aux régimes arabes, corrompus et tyranniques afin d'empêcher l'accès au pouvoir de courants islamistes.

S'il n'était pas question que les États-Unis transigent sur le premier, la Maison-Blanche décida de reconsidérer sa position quant au second, surtout si cela devait ralentir la vague de terrorisme contre ses intérêts et ses ressortissants. Washington n'allait donc plus s'opposer à l'accès au pouvoir d'islamistes et allait même les aider à renverser les régimes corrompus et népotiques sous lesquels vivaient l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, mais selon ses conditions et son calendrier. Ceux-ci étaient simples :

- pas question de toucher à Israël, ni aux monarchies pétrolières du Golfe, qui assurent l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain, dans la suite des accords du *Quincy* de 1945. Par contre, le renversement des autres régimes pouvait être réalisé ;